

LES COMMUNISTES CHATELLERAUDAIS

Naissance et affirmation d'un parti politique (1920-1927)

Introduction

Pendant des dizaines d'années, l'historiographie du communisme a été marquée par l'impact du sujet étudié : soit elle servait à légitimer la politique de l'U.R.S.S. et celle des autres partis communistes, soit elle tendait à en montrer le caractère néfaste et dangereux, ces approches subjectives laissant peu de place à l'analyse « scientifique ».

Aborder l'histoire du communisme, après la chute de l'Union soviétique et l'ouverture des Archives à Moscou, pourrait paraître désormais comme un « gage » à davantage d'objectivité. Mais il faut avouer que la tendance « médiatique » actuelle assimilant communisme et crime n'échappe pas à une vision historique partisane¹. Sans vouloir ici entrer dans un débat qui sort quelque peu de notre propos, il nous paraît important de signaler que notre étude portera sur l'activité communiste, au sein de la société française et locale, et non pas comme l'application d'un « corps étranger » venu se plaquer d'une façon criminelle sur le vingtième siècle.

L'adhésion à la Troisième Internationale Communiste de Lénine provoque la création de la S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste), et l'empreinte des communistes russes va s'imposer, au cours des années 20, aux différents partis communistes, dont le parti français. Mais les premières années d'existence de la S.F.I.C. sont sujettes à la fois à des débats et des pratiques nationales, et à une admiration pour la « lueur de l'Est ».

La « tradition de luttes » en France ne date pas de la Révolution bolchevique, et les communistes français revendiquent l'héritage du

¹ COURTOIS Stéphane (dir.), *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, 846p.

socialisme d'avant-guerre. Les partisans de la Troisième Internationale en 1920 n'ont pas tous les mêmes conceptions. Certains se définissent comme Bolcheviks, mais le nouveau Parti communiste rassemble également des militants plus proches de Jaurès que de Lénine idéologiquement, et des nostalgiques de l'anarcho-syndicalisme.

Les communistes militent en « héritiers » de la Révolution française et de la Commune de Paris de 1871. Certes, pour la période étudiée, les communistes refusent localement de participer à la fête du 14 juillet, mais le motif évoqué n'est pas le rejet des idées révolutionnaires, mais une condamnation de la récupération de celle-ci par la « bourgeoisie ».

L'admiration pour la Russie bolchevique a beaucoup porté, surtout au début, sur le fait que les Russes, eux, avaient réussi leur Révolution. La « lueur de l'Est » n'est pas un mythe. Quand la S.F.I.C. est créée, beaucoup croient en la « révolution imminente ».

Nous voulons montrer comment, à Châtelleraut, des militants socialistes ont rejoints les idées de la Troisième Internationale et créé la S.F.I.C. Notre étude se limite aux premières années d'existence, pendant lesquelles des débats, des décisions, des comportements décideront de ce que sera ultérieurement le parti communiste. Nous partirons de 1920 et nous arrêterons en 1927 et l'expérience des « Amis de l'Unité ». Bien entendu, nous ferons référence à la situation dans le département, et à la position du bureau fédéral, dans lequel sont inclus les Châtelleraudais.

La situation sociale en 1920, et notamment la grève des cheminots, alimente les débats sur l'adhésion ou non à la Troisième Internationale, et c'est pourquoi, dans une première partie, nous reviendrons tout d'abord sommairement sur la situation locale, avant d'aborder ensuite la création de la S.F.I.C., et enfin les premiers désaccords.

Dans une seconde partie, nous verrons les méthodes d'action, telles que les réunions publiques, les fêtes populaires, la position des communistes vis-à-vis des jeunes et du sport, puis les campagnes et résultats électoraux jusqu'en 1925, et pour terminer ce chapitre la bolchevisation et ses conséquences.

La troisième et dernière partie sera consacrée à l'action des militants châtelleraudais dans le syndicalisme, et nous verrons comment, par le journal « *l'Unité* », ils ont essayé d'unir C.G.T et C.G.T.U.

I. Naissance

L'année 1920

Au congrès de la S.F.I.O. à Strasbourg, en février 1920, les socialistes décident de ne pas continuer dans la II^{ème} Internationale, entachée par la participation, ou le soutien à la Première Guerre Mondiale. Toutefois, les partisans de la III^{ème} Internationale, à travers le Comité pour l'adhésion à la III^{ème} Internationale, et dont le porte-parole est Loriot, ne rassemble pas la majorité des congressistes. En effet, pour beaucoup, il est difficile de prendre position sur la Russie, car les informations sont peu nombreuses ou contradictoires.

La motion Longuet-Cachin-Frossard, favorable à la reconstruction d'une nouvelle Internationale, obtient 42 mandats au Congrès fédéral de février 1920. La motion Loriot, qui appelle à l'adhésion à la 3^{ème} Internationale, en recueille 22.

En parallèle aux débats sur les événements internationaux et sous l'impulsion des C.S.R. (Comités Syndicalistes Révolutionnaires), avec Gaston Monmousseau, la C.G.T déclenche une grève générale dans les chemins de fer le 25 février 1920. Le gouvernement réagit rapidement par le vote à l'Assemblée d'une loi permettant la mobilisation de certains secteurs des réseaux de chemin de fer. La direction confédérale de la C.G.T est plus que réticente à l'engagement d'un bras de fer avec le gouvernement et le patronat.

A partir du premier mai 1920, les minoritaires de la C.G.T lancent une nouvelle grève, toujours à partir des cheminots. Des affrontements entre grévistes et policiers ont lieu à Paris. Le pouvoir réquisitionne les chemins de fer, et remplacent les grévistes par des étudiants ou des ingénieurs sur les locomotives.

15 000 cheminots sont révoqués par les compagnies de chemin de fer. La C.G.T donne l'ordre de reprise du travail le 21 mai, contre l'avis de la minorité révolutionnaire. Mais elle perd ses effectifs, qui descendent jusqu'à 600 000, avant sa dissolution en janvier 1921 par le tribunal correctionnel de la Seine. Après qu'elle ait fait appel, le gouvernement décide de ne pas continuer dans cette épreuve de force ; l'agitation sociale n'aboutit pas à une situation révolutionnaire, crainte par le pouvoir et le patronat.

Dans la Vienne, les défections sont d'environ un tiers², contre 20% en France³. La C.G.T connaît dans le département un véritable affaiblissement chez les cheminots. Voici le constat du Commissariat de police : « *la section châtelleraudaise du Syndicat des Cheminots du réseau P.O. est complètement désorganisée : c'est la débandade. Le bureau est démissionnaire ; les cotisations ne sont plus payées régulièrement. Les syndiqués ne veulent plus, à les entendre, s'occuper de cette affaire. Les punitions infligées à certains d'entre eux paraissent avoir provoqué une panique sérieuse* »⁴. Déjà minoritaire, le mouvement est donc voué à l'échec par une dure répression et les révocations. Sur les 195 syndiqués que comprend la section châtelleraudaise, seuls 20 participent à une réunion le 8 juillet ; il n'y a pas de bureau constitué.

Henri Barré, originaire de Montreuil-Bonnin et ferme partisan de la III^{ème} Internationale, rend la majorité de la C.G.T. responsable de l'échec : « *Pourquoi toutes les grandes fédérations n'ont-elles pas eu l'action de la fédération des cheminots ? Parce qu'elles n'en avaient pas les chefs, ni la même tendance* »⁵.

Entre les Congrès de Strasbourg et de Tours, certains dirigeants évitent d'aborder la question russe lors des réunions publiques. Ainsi, fin mars, Léon Blum n'évoque pas la III^{ème} Internationale ni à Châtellerault (devant 1 500 personnes), ni à Poitiers (1 200 personnes).

Les principaux débats au sein de la Fédération socialiste paraissent dans le *Prolétaire de la Vienne*, journal socialiste départemental dont le premier numéro est sorti en novembre 1919. En effet, les pages du journal sont ouvertes à chaque militant qui souhaite donner son opinion sur l'adhésion ou non à la III^{ème} Internationale. Dès l'annonce des neuf conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste publiées par Renoult dans l'*Humanité* du 9 septembre, le *Prolétaire* reçoit des avis qui divergent. Le 16 septembre, dans un article intitulé « la barbe », Alfred Meunier, secrétaire fédéral, dénonce la parution dans l'*Humanité* des polémiques internes au Parti socialiste⁶. Dans le

² Archives Départementales de la Vienne (désormais ADV), M4-540, « Syndicats : cheminots, bâtiment, etc. (1920-1925) », rapport du Préfet au Ministère de l'Intérieur, 26 juillet 1920.

³ BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Paris, Éditions du Seuil, 1990 343p.

⁴ A.D.V., M4-540, rapport du Commissaire de Police au sous-Préfet de Châtellerault, 23 juillet 1920.

⁵ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 10 juin 1920.

⁶ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 16 septembre 1920.

même numéro, un militant critique la première condition, mais aussi la quatrième, relative aux syndicats. Pour lui, la tradition française de l'indépendance syndicale ne peut disparaître soudainement au profit d'une main mise d'un parti politique, aussi révolutionnaire soit-il : « *il nous est impossible, à un certain nombre de camarades, d'aller à la III^{ème} Internationale (...). On peut cependant bien être partisan d'une Internationale moins rouge que la troisième tout en étant défenseur de la Révolution russe.* »

Henri Barré s'exprime dans le numéro du 14 octobre en faveur de l'adhésion, dans des termes assez durs : « *Certes, notre adhésion ne sauvera pas nos amis, mais si nous devons attendre pour agir que les masses à Jouhaux soient désintoxiquées, je crains fort que nous arrivions trop tard* »⁷. Mais ce ne sont plus 9, mais 21 conditions qu'il faut remplir pour le Parti socialiste⁸. Et celles-ci paraissent bien difficiles à accepter dans leur intégralité. Barré, un des plus fervents partisans de l'adhésion, nuance lui-même la rigueur de ces conditions : « *Vous ne me ferez pas croire que les 21 conditions que j'ai lues comme tout le monde, et qui ne m'apparaissent pas aussi terrifiantes qu'on veut le démontrer, sont la reproduction exacte de toute la pensée du Comité directeur de la Troisième. La traduction a, sans doute, dénaturée le sens des mots et, de plus, je voudrais savoir qui, en Russie, fut chargé de rédiger à notre adresse ces 21 conditions* ». Ces 21 conditions sont publiées le 28 octobre dans le *Prolétaire*, dans une version française, « transcrite de l'italien ». Comme le remarque Jean-Jacques Becker, « *beaucoup étaient persuadés que les « conditions » imposées par Moscou étaient « verbales » et ne seraient pas respectées, qu'on ferait comme on avait l'habitude, que le parti socialiste continuerait sa pratique traditionnelle où les membres disposaient d'une très grande liberté et montraient peu de discipline* »⁹.

⁷ A.D.V., 158 Jx, *Le prolétaire de la Vienne*, 14 octobre 1920.

⁸ BROUÉ Pierre, *Histoire de l'Internationale Communiste (1919-1943)*, Paris, Fayard, 1997.

⁹ BECKER Jean-Jacques, *La France en Guerre, 1914-1918, la grande mutation*, Editions Complexe, 1988.

Création de la S.F.I.C.

Le Congrès fédéral étant fixé au 19 décembre à Poitiers, les sections sont invitées à se réunir et à proposer des amendements ou des motions.

A Châtellerault, au Congrès de section du 3 décembre, la motion appelée « motion Comité III^{ème} Internationale + fraction Cachin-Frossard » obtient 11 mandats, contre 2 mandats à la motion Longuet-Faure et 2 à la motion Paoli-Blum (on relève une abstention).

Le Congrès fédéral de la Vienne a donc lieu le 19 décembre 1920 au Café de l'Europe, à Poitiers. Bracke, député de Paris, ouvre le congrès. Un point est fait sur la situation financière. L'après-midi vient la question de la III^{ème} Internationale. Prennent d'abord la parole les opposants à l'adhésion, en commençant par Meunier, le secrétaire fédéral, puis Lathière-Lavergne (d'Availles-Limouzine) qui mettent en opposition les doctrines de Lénine et de Karl Marx. C'est au tour de Bracke de se prononcer pour la reconstruction d'une nouvelle Internationale, appelée parfois Internationale II et demi. Barré intervient bien sûr pour une adhésion sans équivoque. Le vote donne 38 mandats pour la motion Cachin-Frossard (soit 56,7%) contre 29 répartis sur les motions Blum, Longuet et Pressemane. Jouteau (Chauvigny), Laverre (Lencloître) et Day (Châtellerault) sont délégués au Congrès de Tours. Emile Grandin, ouvrier de la Manufacture d'Armes de Châtellerault, est délégué au Conseil National. La composition de la délégation est faite de façon à satisfaire l'ensemble des congressistes. Ainsi Day représente la minorité qui refuse l'adhésion. Meunier, le secrétaire fédéral et Barré, son adversaire le plus résolu, ne sont pas désignés.

A Tours, une majorité de congressistes décident d'adhérer à l'Internationale Communiste, mais la minorité, sous la conduite de Léon Blum, reste dans la « vieille maison » socialiste¹⁰.

En juillet 1921, on compterait 400 membres inscrits aux différentes sections de la fédération communiste de la Vienne. Celle de Poitiers regroupe Poitiers, Mirebeau, Neuville, Celle-l'Évescault, Montreuil-Bonnin et Lavausseau. Celle de Châtellerault rassemble Châtellerault, Naintré, Lencloître, Doussay, Colombiers, Thuré, Cenon, Cernay, Port-de-Piles. La section de Montmorillon accueille Chauvigny.

¹⁰ KRIEGL Annie, *Le Congrès de Tours (1920). Naissance du P.C.F.*, Paris, Julliard, coll. « Archives », 1964.

La section la plus importante est celle de Châtelleraut qui compterait environ soixante membres. Poitiers aurait une trentaine d'adhérents, tout comme Chauvigny. Les autres sections ne comptabiliseraient que 5 ou 6 membres. En fait, les sections ont certainement compté un peu plus d'adhérents, les plus actifs seulement étant pris en compte par la police et les services préfectoraux. L'estimation de cotisants est de 200 environ, « chiffre maximum » dans la Vienne.

Parmi les plus actifs, vient en tête bien sûr Barré, secrétaire fédéral, un des premiers dans la Vienne à avoir soutenu l'adhésion à la III^{ème} Internationale. A ses côtés, on trouve Tricoche, cafetier à Poitiers, cheminot révoqué, mais aussi Grandin, de la Manufacture de Châtelleraut, Floirat, homme d'affaires à Poitiers, Jouteau, secrétaire pour Chauvigny, jugé par la police « violent en paroles ».

Le journal, *Le Proletaire*, est imprimé à Châtelleraut. Deux groupements de Jeunesses communistes sont connus : un à Poitiers, avec Collas, maçon et un à Châtelleraut, avec Dupuy. Leurs réunions ne rassemblent que 8 à 10 membres.

Deux ans plus tard, le nombre d'inscrits serait d'environ 250, donc en baisse¹¹. Il est intéressant de noter la composition professionnelle des plus militants à la fin de l'année 1924, car elle représente assez bien celle qui compose le P.C.F dans le département durant toute cette période. A Poitiers, les employés de chemin de fer dominant (6), devant ceux des P.T.T (3), mais on trouve aussi deux employés de commerce, un mécanicien, un marchand de primeurs, un typographe, un débitant, etc. A Châtelleraut, les responsables sont Emile Grandin (ouvrier à la Manufacture) et Albert Giraudeau (secrétaire du syndicat de la Manufacture), les employés de la « Manu » sont les plus nombreux, mais on a aussi un comptable, un ébéniste, un scieur, un typographe, un chaudronnier, etc.

Etre militant est un engagement qui demande des sacrifices, comme celui d'être assidu aux réunions. En novembre 1921, une réunion ne rassemble qu'une cinquantaine de personnes à Châtelleraut, onze mois seulement après la création de la S.F.I.C. Floirat, un des responsables départementaux « reproche durement aux camarades de s'attarder dans les cabarets ou dans les lieux de plaisir, plutôt que de s'intéresser à la cause communiste. La bourgeoisie va profiter de

¹¹ A.D.V., M4-1586, rapport du Commissaire spécial au Préfet, 28 décembre 1924.

l'indifférence des socialistes et de la désunion qui existe dans le parti ouvrier communiste pour recommencer la guerre »¹².

Moins d'un an plus tard, environ cent cinquante châtelleraudais se déplacent salle de la Cité pour écouter Paul Bouthonnier, du Comité Directeur. Barré ne trouve pas d'excuse aux militants absents : « *M. Barré trouve que l'auditoire n'est pas nombreux et tance vertement les mauvais communistes qui, au lieu d'aller grossir les réunions du parti, s'en vont bêtement au Cinéma »¹³.*

Premiers désaccords

En janvier 1922, l'Internationale Communiste demande la constitution de « Fronts uniques », donc un rapprochement avec les socialistes de la « vieille maison », rapprochement impensable aux yeux de la direction française depuis le déchirement du Congrès de Tours¹⁴.

Henri Barré affirme son désaccord avec la direction nationale et soutient Souvarine, et donc l'Internationale¹⁵. Souvarine, représentant français auprès de la III^{ème} Internationale n'est pas réélu au Comité Directeur de la S.F.I.C. Le 17 janvier, à l'unanimité, moins une voix (celle de Rappoport), le Comité directeur se prononce contre la tactique du front unique, en prétextant la rupture avec ceux restés dans le Parti socialiste de Blum¹⁶.

Le 22 janvier, la Conférence des secrétaires fédéraux de la S.F.I.C exprime la même opinion, 46 fédérations votant contre la tactique du Front Unique, et 12 pour. La gauche du Parti est seule à souhaiter l'application des décisions de l'Internationale.

Délégué au congrès de Marseille, Barré a alors donné son point de vue de façon ouverte. Sa position est connue, avant cet article. C'est pourquoi le Bureau fédéral, dans un « avis aux secrétaires de sections » publie cette déclaration : « *en raison de l'attitude prise au congrès de Marseille par le secrétaire de la Fédération communiste de la Vienne, le Bureau fédéral décide de réunir à Châtellerault un Comité fédéral dont les délégués devront être mandatés impérativement, aux fins de savoir*

¹² A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de Police au sous-Préfet, 9 novembre 1921.

¹³ A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de Police au sous-Préfet, 1^{er} octobre 1922.

¹⁴ ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du P.C., 1920-1945*, Paris, Fayard, 1980.

¹⁵ A.D.V., 158 Jx, *Le Proletaire de la Vienne*, 5 janvier 1922.

¹⁶ FAUVET Jacques, *Histoire du P.C.F (1917-1939)*, Paris, Fayard.

s'il y a lieu de pourvoir, ou non, au remplacement du secrétaire fédéral. Le Conseil fédéral se réunirait le 22 janvier ».

A Châtelleraut, « les membres des sections de Châtelleraut, de Naintré et du groupe des Renardières sont priés d'assister à la réunion extraordinaire qui aura lieu le vendredi 6 janvier à 20h30, salle de la Cité ». L'ordre du jour indique que « le camarade Henri Barré, secrétaire fédéral, délégué au congrès national de Marseille, rendra compte de son mandat »¹⁷. Les Châtelleraudais lui renouvellent leur confiance.

Le 2 février, on connaît la double décision du Comité fédéral réuni le 29 janvier à Châtelleraut¹⁸, l'une concernant la tactique du front unique : « les délégués, en ce qui les concerne personnellement, sont unanimement opposés au front unique », l'autre à propos de Barré : « c'est par acclamations qu'il fut réélu »...

Ce dernier, minoritaire, lance le débat dans *Le Prolétaire de la Vienne* sur la nouvelle tactique de la III^{ème} Internationale : « Avec les menées réactionnaires, l'intérêt que porte le prolétariat à la défense des salaires, de la loi des huit heures, à la protestation de l'impôt sur les salaires, etc., l'Exécutif a pensé réaliser le maximum de redressement prolétarien si nous arrachions, des mains défaillantes des réformistes, le drapeau des réalisations immédiates chères aux ouvriers ». De plus, la situation internationale n'est pas favorable : « Les événements internationaux sont révolutionnaires, les esprits ne le sont pas ». La conséquence en France est qu'il faut engager des « pourparlers avec des dissidents et les majoritaires confédéraux ».

Un congrès fédéral, début octobre 1922, est organisé à Châtelleraut en préparation du congrès de Paris qui doit commencer le 15 octobre et se terminer le 18. Alors que les rapports moraux et financiers sont adoptés à l'unanimité, « une discussion ardente, mais courtoise » s'engage¹⁹. La section de Châtelleraut propose tout d'abord la suppression du *Bulletin Communiste* et de *l'Internationale*. Le *Bulletin Communiste* était dirigé par Souvarine, et donc orienté, en 1922, en faveur de la III^{ème} Internationale. *L'Internationale* était au contraire dirigé par Daniel Renoult, qui dénonçait l'ingérence de l'Internationale dans la vie interne du parti français. Les deux journaux représentent donc ce qu'on appelle la gauche (Souvarine) et la droite (Renoult) de la

¹⁷ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 5 janvier 1922.

¹⁸ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 2 février 1922.

¹⁹ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 5 octobre 1922.

S.F.I.C. Les communistes de Châtellerauld ont peut-être voulu affirmer leur soutien à l'Internationale, mais aussi exprimer leur désaccord sur des positions imposées par Moscou. Au moment du vote, 24 mandats souhaitent conserver le *Bulletin Communiste* (contre 9 qui sont pour sa suppression) et 18 l'*Internationale* (contre 12 qui se prononcent pour l'arrêt de cette publication). Le bulletin de Souvarine est davantage apprécié que celui de Renault.

A propos du Front unique, 21 mandats votent pour, 9 sont contre et 3 s'abstiennent. Sur la politique générale, la motion qui regroupe Frossard et Souvarine obtient 20 mandats, contre 8 à Renault, 3 à Verfeuil (qui sera exclu juste après le congrès national) et 2 abstentions. La motion de politique syndicale, qui préconise la primauté du Parti sur les syndicats, obtient 27 mandats contre 4 et 2 abstentions. Le bureau fédéral est réélu, sans changement. Barré et Jolly sont élus pour aller à Paris du 15 au 18 octobre.

Au lendemain du congrès, Barré défend les positions de la gauche du Parti. Il avoue même avoir pensé démissionner si le Comité directeur ne suivait pas la III^{ème} Internationale, puis il est revenu sur sa décision.

II. Activités

Méthodes d'action

La méthode d'action la plus utilisée est la réunion publique. La fréquentation varie, et il n'y a pas de « réunions type ». Toutefois, on peut dégager quelques généralités. En fait, les réunions traditionnelles où sont présentées les idées du Parti communiste ne rassemblent pas beaucoup de monde. Elles vont de vingt à cinquante participants, et c'est souvent Barré qui est l'orateur. Les contradictions y sont très peu nombreuses, tout comme le nombre de femmes (mais la faible participation des femmes à la vie politique n'est pas le fait unique du Parti communiste). Toutefois, pour l'année 1921, il faut noter une assez forte participation lors de certaines réunions. Lorsqu'un responsable national « descend » de Paris. Paul Louis, membre du comité directeur, la veille du congrès fédéral, prononce un discours devant 500 personnes,

fin novembre²⁰. La curiosité et la volonté de mieux connaître les idées avancées par les communistes poussent les gens à participer, ou lorsqu'un thème précis est annoncé. Le 21 mars, 350 personnes se réunissent à Châtelleraut en faveur des marins de la Mer Noire, avec Thuillier pour orateur²¹.

Mais les communistes de la Vienne participent aussi aux réunions publiques des adversaires, surtout celles des socialistes, après la scission. En effet, il est important d'apporter la contradiction dans les réunions socialistes, car la classe ouvrière doit alors faire un choix qui apparaît crucial pour la S.F.I.C. Ou bien continuer au sein d'un parti réformiste comme la S.F.I.O et continuer ainsi de « trahir » la classe ouvrière, ou bien être organisé au sein du « *seul parti véritablement révolutionnaire* », et qui mènera bientôt à la « *lutte finale* » la « *classe opprimée* ». Lorsque Paul Boncour, resté dans la « vieille maison », vient faire une conférence à Châtelleraut, devant 300 personnes, au mois de mai 1921, Barré intervient en compagnie de Treint, membre du comité directeur de la S.F.I.C, et futur secrétaire général du parti communiste. Leur obstination provoque un incident, à la suite duquel Boncour doit partir. Le *Prolétaire* est fier de signaler que 250 personnes restent à une réunion désormais présidée par Barré.

Les communistes châtelleraudais trouvent le moyen d'incommoder le Commissaire de Police qui vient surveiller paroles et gestes des militants révolutionnaires. En 1925, il s'explique en ces termes au sous-Préfet sur son arrivée plus tardive aux réunions du Parti communiste : « *A mon arrivée le Bureau était déjà constitué. Je dois dire que maintes fois mon prédécesseur, étant arrivé avant la formation du Bureau, des incidents s'étaient produits, la majorité de l'assemblée l'ayant désigné comme Président. C'est pourquoi je crois sage, au risque, comme c'est le cas, de ne pas pouvoir identifier les membres du Bureau, de ne pénétrer dans les réunions communistes que lorsque le premier orateur a déjà pris la parole* »²².

L'organisation de fêtes populaires est un autre moyen d'attirer du monde. Elles restent un moment privilégié de détente et de loisirs pour les militants et sympathisants du P.C, même si la politique demeure présente et aucune fête n'est exempte d'un discours. Il semblerait que l'affluence la plus importante dans le département soit à Châtelleraut.

²⁰ A.D.V., M4-536, rapport du Préfet au Ministère de l'Intérieur, 28 novembre 1921.

²¹ A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de Police au sous-Préfet, 23 mars 1921.

²² A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de Police au sous-Préfet, 25 janvier 1925.

Selon le *Prolétaire*, 800 personnes ont participé à une fête dominicale le 28 août 1921²³. Des compétitions sportives, ou bien de simples randonnées sont au programme des fêtes, avec souvent un bal populaire qui clôt la soirée, après le discours. L'hiver, pour des raisons climatiques, on préfère organiser des pièces de théâtre, tout en conservant le discours et le bal de fin de soirée. Nous pouvons reprendre le rapport du Commissaire de Police de Châtellerauld du 30 octobre 1921, qui résume assez bien le déroulement d'une fête du Parti communiste : « *J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une "fête familiale", organisée par le Parti communiste de Châtellerauld, a eu lieu la nuit dernière, de 20h30, hier soir, à 5h, ce matin. La fête a débuté par une conférence du citoyen Raoul Verfeuil, délégué permanent du parti. L'orateur a parlé devant un auditoire de 600 personnes environ. La conférence a été très courte (...). Il a vitupéré, comme de coutume, sur le capitalisme et la bourgeoisie, et pris violemment à partie MM. Loucheur et Vilgrain, que la guerre a scandaleusement enrichis. Il a terminé en préconisant la suppression des maréchaux de France, inutiles et coûteux, et en adjurant tous les prolétaires à venir se grouper autour du drapeau communiste. La fête a continué par un concert suivi de bal. Aucun incident ne s'est produit* »²⁴.

Les années qui suivent connaîtront une stagnation du nombre de réunions, dont le contenu évolue selon les événements. Dès 1922, nous l'avons dit, les effectifs du Parti communiste ont tendance à baisser. « La révolution imminente » s'éloigne peu à peu... La situation politique en France laisse de moins en moins espérer un changement radical de société. Pourtant, toujours avec la même conviction, les principaux militants continuent de « porter la bonne parole » dans des réunions. Châtellerauld semble alors le lieu où le Parti communiste attire le plus de monde. Cent cinquante personnes viennent écouter les orateurs communistes le 1er octobre 1922 (dont une trentaine de femmes)²⁵, et le même nombre le 11 décembre 1923²⁶.

Le 13 avril 1922, la section de Châtellerauld, également appelée le Groupe d'Etudes Sociales de Châtellerauld, crée une Section de jeunesse, et recueille trente adhésions. L'ordre du jour de la 2^{ème} réunion

²³ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 1er septembre 1921.

²⁴ A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de Police de Châtellerauld au sous-Préfet, 30 octobre 1921.

²⁵ A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de police au sous-Préfet, 1er octobre 1922.

²⁶ A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de police au sous-Préfet, 12 décembre 1923.

se déroule ainsi : adhésions ; « causerie par un camarade » ; élection de la commission d'éducation ; de la commission sportive ; cotisations ; discussion sur la section sportive. « *L'assemblée a élu également sa commission de contrôle, ses délégués au journal et a envisagé la création d'un groupe sportif adhérent à la Fédération Sportive du Travail* »²⁷.

Le sport a une dimension importante chez les communistes et notamment les jeunes militants. Edmond Dupuy, responsable départemental des Jeunesses communistes l'explique dans *Le Prolétaire de la Vienne* du 15 juin 1922 : « *Pas de politique dans le sport est l'argument de tous ceux qui cherchent à conquérir une place dans le mouvement sportif ou de ceux qui ne voient pas que l'antagonisme des deux classes : bourgeoisie et prolétariat, existe aussi bien en matière sportive qu'en matière économique et politique (...). Nous condamnons résolument le sport tel qu'il est pratiqué par les sociétés bourgeoises qui développent le « professionnalisme », faisant donner à un individu toute la force dans une catégorie de travail ; nous avons ainsi : « l'homme lutteur », « l'homme boxeur », etc. Nous aimons le sport, certes, mais nous l'aimons pour lui seul et pour le bien-être qu'il procure et non pour les avantages pécuniers que beaucoup cherchent à en retirer. Le sport que nous voulons pratiquer et que nous pratiquons est ce qu'on appelle un sport complet, c'est-à-dire tout le sport en général et selon nos faibles ressources. Nous voulons devenir des athlètes complets et nous mettons en pratique la vieille devise : « Un esprit sain dans un corps sain », afin que, lorsque sonnera l'heure de la Révolution, nous puissions lui donner des hommes forts de corps aussi bien que de volonté ».*

En 1924, on appelle toujours à combattre les sociétés de sport « plus ou moins subventionnées par la classe bourgeoise » : « *Pendant que les jeunes ouvriers jouent au football, ils oublient trop facilement leur devoir de militants communistes. On développe leurs corps, mais moralement on les abrutit* »²⁸.

²⁷ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 20 avril 1922.

²⁸ A.D.V., M4-536, rapport du Commissaire de Police au sous-Préfet, 2 mars 1924.

Elections

Le terrain électoral n'est pas abandonné par les communistes, même s'ils précisent à chaque vote que la Révolution ne se fera pas par les urnes.

Les 10 et 17 juin 1923, ont lieu des élections complémentaires municipales à Châtellerauld, pour remplacer trois conseillers. Au premier tour, trois listes se présentent : une présentée par les Républicains Indépendants, une deuxième par une union entre Radicaux-socialistes et la S.F.I.O., et enfin une par le Parti communiste. Les électeurs ne sont pas obligés de voter pour la liste entière. Les Républicains Indépendants obtiennent une moyenne de 1320 voix par candidat, les Radicaux-socialistes alliés à la S.F.I.O. 1287 voix. Les candidats communistes font un bon résultat. Le Parti communiste a présenté Grandin et Rousseau, tous deux ouvriers à la Manufacture, et Marty, mutin de la Mer Noire en prison, alors fréquemment présenté par les communistes dans plusieurs endroits en France, notamment dans le département de la Seine. 560 Châtelleraudais votent pour Rousseau, 565 pour Grandin, et Marty recueille presque une centaine de voix de plus, avec 658 suffrages (la moyenne pour la liste est donc de 594 voix, ce qui correspond à 17,6% des votants). Au second tour, le Parti communiste se retire, et les trois candidats radicaux-socialistes et S.F.I.O. sont élus. D'après les résultats, nous pouvons affirmer qu'environ la moitié des voix communistes se sont reportés sur la liste de gauche, l'autre moitié s'abstenant. Les communistes n'ont pas appelé à voter pour les radicaux-socialistes et S.F.I.O. Sur un tract électoral, nous pouvons même lire : *« Seul le Parti Communiste, étroitement uni avec les éléments syndicalistes fidèles à la lutte des classes, peut faire reculer la réaction. L'audace de celle-ci n'est soutenue que par la lâcheté, aveugle et complice, des prétendus républicains, des démagogues prétentieux qui s'affublent d'étiquettes politiques de gauche pour tromper les scrupules des travailleurs et triompher de leur bonne foi »*.

En 1924, le Parti communiste rejette tout autant la droite que le Cartel des Gauches. Pour les législatives, sa liste s'intitule « Bloc ouvrier et paysan ». Le scrutin est par liste, cinq députés représentant la Vienne. Comme pour les municipales complémentaires de Châtellerauld, le panachage est autorisé. Pour la commune de Châtellerauld, le meilleur résultat pour les Républicains de gauche (classés à droite) est pour Péret,

avec 1735 voix. La liste des Républicains d'Union Nationale est menée par De Montjou (908 voix), celle de l'Union des Gauches par Ripault (1094 voix) et Hulin (1089 voix). Grandin fait partie des cinq candidats présentés par le Parti communiste. Son score est sensiblement le même qu'à l'élection municipale précédente (549 voix), mais avec davantage de votants, le pourcentage baisse. La liste communiste, avec 530 voix de moyenne par candidat à Châtellerault, obtient 12,75% des votants. Par comparaison, le résultat pour l'ensemble du département est de 3,16%. Il faut remarquer que Grandin, à Châtellerault comme dans l'ensemble du département, est le candidat communiste qui obtient le plus de suffrages.

Le renouvellement complet des municipalités se fait en 1925. A Châtellerault, cinq listes sont en concurrence au premier tour : l'Union Républicaine Démocratique, une liste Républicaine Démocratique et Sociale, les Radicaux-socialistes, la S.F.I.O. et le Parti communiste. Barré, le secrétaire fédéral, conduit la liste communiste qui, comme pour les législatives de l'année précédente, s'intitule « Bloc ouvrier et paysan ». Les ouvriers sont très bien représentés parmi les 27 candidats, mais il n'y a pas de paysan. Nous avons deux menuisiers, deux cheminots, deux chaudronniers, deux tourneurs, deux ajusteurs, un coiffeur, un comptable, un outilleur, *etc.* Il faut noter la présence d'Eugénie Barré, épouse du secrétaire fédéral et couturière, alors que les femmes n'ont pas le droit de vote.

Le scrutin permet de rayer les noms que souhaite écarter l'électeur. Bertrand, pour l'Union Républicaine et Démocratique obtient 1233 voix, Paris de la liste Républicaine Démocratique et Sociale 1034 voix, Ripault, radical-socialiste, 938 voix, Jusselin (S.F.I.O.) 685 voix, et Barré 559. La tête de liste communiste est créditée de 13,94% des exprimés. Pour le second tour, la tactique classe contre classe est encore à l'ordre du jour, et les communistes le rappellent dans un tract électoral : *« Vous rappelant la physionomie du scrutin de 1919 nous vous demandons de juger ceux qui, sous le couvert de faire « de l'administration municipale » sont passés avec vos adversaires de classe. Nous vous demandons de juger comme il convient ceux qui combattaient en 1919 dans nos rangs et qui sont prêts à s'allier au second tour de scrutin avec leurs adversaires d'hier : radicaux alliés à la pire des réactions aux élections municipales dernières. Lorsque vous aurez établi ce rapprochement, vous pourrez reconnaître ceux qui sont restés fidèles à la classe ouvrière ».*

Au deuxième tour, deux listes s'affrontent : une liste de « concentration » regroupant les deux listes de droite, et une autre du « Cartel des Gauches », alliance entre S.F.I.O. et Radicaux-socialistes. Le nombre de votants par rapport au premier tour est en baisse de 94 voix. Nous pouvons affirmer qu'une partie des voix communistes s'est reportée sur la liste de Ripault, car l'addition des voix socialistes et radicales-socialistes du premier tour ne suffit pas à atteindre 2070 voix pour Ripault, ou 2090 pour Tessier (S.F.I.O.).

Le département de la Vienne n'est pas un département où le Parti communiste est fortement implanté. Il parvient toutefois à mobiliser un électorat non négligeable à Châtellerault.

Bolchévisation

Le quatrième congrès mondial de l'Internationale communiste en 1922 est très critique vis-à-vis de la S.F.I.C. Il adopte une « *résolution sur la question française* », où le Parti français est accusé de rechercher l'unité avec des « *éléments restés liés aux mœurs et aux coutumes de la bourgeoisie* ». Selon Trotsky, il n'y a pas assez d'ouvriers au sein de la direction. De plus, la franc-maçonnerie et la Ligue des droits de l'homme deviennent des ennemies de premier ordre. Les francs-maçons sont coupables d'appartenir à « *une institution secrète de la bourgeoisie radicale* ». Le « *verdict* » de Moscou juge que « *ces machines de la bourgeoisie sont créées pour endormir la conscience de classe des prolétaires* ».

Les francs-maçons doivent alors choisir entre leur organisation et le P.C.F, avant le premier janvier 1923. Mais s'ils choisissent le Parti communiste, ils n'ont pas le droit d'assumer des responsabilités pendant deux ans. Avec la présence de vingt-deux délégués français, le quatrième congrès mondial de l'Internationale communiste nomme deux secrétaires généraux, Frossard et Treint, et un adjoint, Louis Sellier.

Le premier janvier, Frossard, franc-maçon, démissionne, en écrivant : « *les incidents de ces derniers jours m'ont profondément bouleversé* ». Il rejoindra la S.F.I.O. en 1924. D'autres départs ou exclusions ont lieu.

Dans la Vienne, le *Prolétaire* publie un article de Trotsky intitulé « *Communisme et Franc-maçonnerie* », où il confirme nettement la résolution du congrès mondial : « *la franc-maçonnerie est une plaie*

sur le corps du communisme français. Cette plaie il faut la cautériser au fer rouge »²⁹.

Barré, dans un « avis aux secrétaires de section », leur rappelle qu'ils doivent veiller à ce qu'aucun membre de la Franc-maçonnerie ou de la Ligue des droits de l'homme ne reste au Parti.

Le bureau fédéral suit « à la lettre » les directives de l'Internationale : « notre parti va devenir un parti sain parce que prolétarien. Il était hier encore empoisonné de petits-bourgeois, dont le verbe et la démagogie tenaient lieu de l'action. Il était paralysé par toute cette niaise idéologie dont la « Ligue » et les « loges maçonniques » concrétisent la plus sûre expression ». Frossard est sans doute ici visé, lui qui pourtant avait la confiance du Bureau fédéral un mois auparavant.

Les intellectuels vont devenir véritablement de « douteux militants » en 1923. Le « pas assez d'ouvriers » de Trotsky est approuvé par le Comité fédéral réuni le 14 janvier. On rappelle que neuf candidats sur dix en vue des élections des responsables doivent être des ouvriers. Le Bureau fédéral, après le Conseil national, où Barré et Grandin étaient délégués, souligne que « le Parti communiste français est né à Boulogne-sur-Seine le 21 janvier 1923 »³⁰. Ce constat est assez réel, mais cette politique ne conduira pas à un développement du parti communiste, bien au contraire.

La réorganisation du Parti communiste a pour but d'en finir avec des méthodes qui ressemblent trop encore à celle de l'ancien Parti socialiste. Auparavant, les adhérents étaient regroupés au sein de sections locales qui constituaient les fédérations. Désormais, la cellule d'usine est privilégiée. La cellule locale regroupe ceux qui ne sont pas ouvriers. Les cellules sont groupées en rayons, qui sont eux-mêmes répartis au sein de vingt-quatre régions. L'avantage sera, incontestablement, d'unir l'action, et de la développer, sur le lieu même du travail, lieu de lutte essentiel pour un marxiste. Toutefois, la multiplication de cellules va en condamner certaines à une faible existence, voire à une disparition, d'autant plus que les effectifs continuent de baisser.

En ce qui concerne la Vienne, la réorganisation va rattacher le département à l'Indre-et-Loire, à la Sarthe, au Loir-et-Cher, et à l'est du

²⁹ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 21 décembre 1922.

³⁰ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 25 janvier 1923.

Maine-et-Loire. Le congrès de fusion a lieu le 11 janvier 1925, et ces départements sont donc regroupés au sein de la « *Fédération de la région tourangelle* ». Ce découpage durera jusqu'en 1935, date à laquelle on reviendra à une organisation fondée sur les fédérations départementales. Pour la Vienne, quatre rayons sont prévus : Poitiers, Châtelleraut, Neuville, et l'Isle-Jourdain. Pour l'ensemble de la fédération tourangelle, 1 229 cartes d'adhérents sont dénombrées au 30 novembre 1924.

Le 17 juillet 1925, le Ministère signale au Préfet que la « région tourangelle » comprend vingt rayons communistes, et dont le secrétaire est Bernard, qui habite Tours³¹. C'est d'ailleurs à Tours, sans doute grâce à sa situation géographique, que le secrétaire régional sera le plus souvent désigné.

Le Ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, multiplie la surveillance et mène une politique anticommuniste. Il adresse une circulaire aux préfets le 5 août 1926 pour connaître l'état des forces, l'influence et les activités des communistes³². Dans le rapport du Commissariat spécial, deux rayons sont reconnus : un à Poitiers et un à Châtelleraut. Le nombre de cotisants est estimé à 300 environ, avec une influence sur à peu près 2 000 personnes.

Le rayon de Châtelleraut compte une centaine de cotisants. Deux cellules existent à Châtelleraut : une pour la Manufacture et une pour la gare. On en trouve aussi à Naintré, Cenon, Lençloître, Port-de-Piles, Doussay et Thuré. Les plus actives seraient celles de Châtelleraut, Naintré et Cenon. Grandin et Giraudeau sont présentés comme les responsables de l'activité du rayon. Les deux ouvriers de la Manufacture sont omniprésents à Châtelleraut au niveau du militantisme pour toute la période qui nous concerne, même lors des périodes les plus difficiles.

Les communistes essaient, sans réel succès, de toucher les populations des campagnes ; ils militent également au sein de l'A.R.A.C (Association Républicaine des Anciens Combattants), dont un groupe de trente membres existe à Châtelleraut. A noter que le P.C.F anime aussi, à Poitiers, une société de sport (l'Union Sportive Poitevine) et une société théâtre (les « Fêtes Populaires »). Enfin, à Chauvigny et à Châtelleraut, deux Comités antifascistes ont été récemment créés, et dont les éléments moteurs sont les communistes.

³¹ A.D.V., M4-1586, lettre du Ministère de l'Intérieur au Préfet, 17 juillet 1925.

³² A.D.V., M4-536, circulaire du Ministère de l'Intérieur aux Préfets, 5 août 1926.

En conclusion du rapport remis à Albert Sarrault, le Commissaire spécial juge que « *l'influence ne semble pas susceptible de s'accroître* ». Mais, malgré sa faible audience, « *on ne doit pas nier le danger que pourraient présenter, en cas de troubles, les éléments révolutionnaires répandus dans le personnel des cheminots et dans celui de l'importante Manufacture d'Armes de Châtellerauld, siège de considérables dépôts d'armes et de munitions, ainsi que de fabrications secrètes et d'expériences intéressant la Défense Nationale* ». Cette conclusion sera aussi l'analyse du gouvernement, et notamment de Sarrault, qui va justifier l'anticommunisme par d'éventuelles actions de sabotage ou d'agitation de la part d'un Parti communiste qui ne mobilise pourtant pas une grande partie des Français.

III. Les « Amis de l'Unité » : spécificité châteleraudaise ?

La question syndicale

La C.G.T, lors d'une réunion de la Commission administrative, en septembre 1921, vote cette résolution : « *la Commission administrative de l'Union des syndicats de la Vienne demande la représentation proportionnelle à la C.A de la C.G.T, à condition que, de part et d'autre, il n'y ait aucune obstruction systématique dans les réunions* ». Mais lorsque les minoritaires demandent un congrès extraordinaire, le refus entraîne la scission. Dans la Vienne, l'Union locale de Châtellerauld appelle à participer à ce congrès, contrairement à l'Union départementale. A la fin de l'année, le message est clair. Paul Jouteau et Georges Jolly, dans le *Prolétaire* résument la situation d'une façon très nette : « *le Bureau actuel de la C.G.T, violant les décisions prises à Lille, passant par-dessus la volonté des syndiqués, vient de donner la mesure de son intransigeance. Il n'y a pas à hésiter : entre les polichinelles du syndicalisme à la Dumoulin et des hommes comme Monmousseau, il faudra choisir* »³³.

En décembre 1921, les révolutionnaires créent la Confédération Générale du Travail Unitaire (C.G.T.U.). Début février 1922 se tient le congrès de l'Union départementale, avec la présence de Merrheim. Vingt-cinq syndicats sont représentés : dix-sept se prononcent pour un

³³ A.D.V., 158 Jx, *Le Prolétaire de la Vienne*, 29 décembre 1921.

maintien de la C.G.T actuelle, avec le rejet des extrémistes, six sont pour l'adhésion à la C.G.T.U, dont ceux du Bâtiment et des carriers, avec Jouteau, à Chauvigny, celui de la Manufacture d'Armes à Châtelleraut, ceux des cheminots de Poitiers et de Loudun, celui de l'Enseignement, pourtant dissous par la Préfecture, avec Bouloux.

Sans aller plus loin dans l'analyse du syndicalisme départemental, nous pouvons constater sans réelle surprise que les syndicats favorables à l'adhésion à la C.G.T.U. sont ceux où les communistes sont les plus actifs.

Les « Amis de l'Unité »

Il convient d'expliquer la situation particulière à la Manufacture. En mai 1926, un nouveau journal paraît, l'*Unité*, dont le sous-titre est : « *Organe d'action pour la réalisation de l'Unité Syndicale Nationale et Internationale, sous le contrôle des Militants de l'Union locale Confédérée de Châtelleraut* ». Il n'y a qu'une seule C.G.T., qui rassemble 900 ouvriers sur 1200. Le premier éditorial explique la raison de l'unité : « *Nous pensons que dans une organisation syndicale il y a place pour toutes les conceptions politiques ou philosophiques, qu'aucune tendance ouvrière ne doit être exclue, qu'il suffit d'être un exploité pour trouver place dans ses rangs. Nous ne rechercherons pas les responsabilités des scissions que nous déplorons, nous avons beaucoup mieux à faire à l'heure présente : nous avons à renforcer, élargir le courant pour l'unité sans conditions. Tous les partisans de l'unité engageront la lutte avec nous contre tous les diviseurs. Pour une seule C.G.T., pour une seule Internationale Syndicale, en avant !* ».

Pour le journal *Le Dimanche*, les communistes « *sont les maîtres du Syndicat ouvrier dont 830 membres sont cependant socialistes, mais qu'ils dirigent, grâce à la majorité des communistes, 19 sur 27, qu'ils ont su faire nommer au Conseil d'administration* ».

Edité à Châtelleraut, rédigé et administré à la Bourse du Travail, l'*Unité* tire à 20 000 exemplaires en août 1926. Le Gouverneur général de l'Algérie écrit même au Préfet de la Vienne pour lui

demander des renseignements sur ce journal, car, selon ses sources, les communistes algériens en auraient demandé 600 exemplaires !³⁴

Ce journal national est l'organe des « Amis de l'Unité », qui regroupe des militants de la C.G.T. et de la C.G.T.U. qui souhaitent la réunification syndicale. Il se compare à d'autres initiatives venues d'autres pays, comme l'Angleterre avec le *Trade Union Unity*, lancé en avril 1925, la Belgique et l'*Unité*, publication bimensuelle qui tire à 5.000 exemplaires, l'Allemagne et le magazine *Die Einheit*, et la Hollande et son journal *Eenheid*.

Les articles sont nationaux et relatent les initiatives qui se font jour partout en France pour l'unité syndicale, et même internationaux avec des messages de soutiens de dirigeants syndicalistes européens.

Emile Grandin et Albert Giraudeau jouent un rôle de premier ordre dans ce combat unitaire. Grandin ne cesse d'écrire des articles sur la nécessité de l'union, mais également sur les moyens de la réaliser : *« Le mouvement syndical doit toujours absolument demeurer le lieu de rendez-vous des travailleurs contre le capitalisme, qu'ils soient anarchistes, socialistes, communistes, radicaux ou adhérents à aucun parti, simplement parce qu'ils sont des travailleurs qui ont le même besoin de se défendre contre les attaques du patronat. La lutte des tendances ne nuit pas du tout à la vitalité syndicale ; au contraire, les luttes de doctrine l'avivent et développent l'éducation prolétarienne, en permettant de choisir entre des programmes et des moyens de lutte différents (...). C'est de l'union des travailleurs que viendra leur émancipation. Cette union n'est naturellement pas possible dans les partis politiques qui ont une doctrine bien arrêtée, mais elle l'est dans les syndicats, organisations assez démocratiques qui doivent permettre de les grouper tous et de laisser exprimer librement toutes les tendances »*³⁵.

Giraudeau représente les « Amis de l'unité » à un Congrès syndical à Moscou. Il écrit alors plusieurs articles pour l'*Unité*, vantant les avancées sociales de l'U.R.S.S.

Pour les autorités, les communistes châteleraudais ne sont pas les vrais initiateurs du journal. Barré, désormais délégué national à la propagande du Parti communiste, aurait joué un rôle dans le choix de Châtelleraut. Toutefois, même si l'initiative n'est pas purement

³⁴ A.D.V., M4-536, lettre du Gouverneur général de l'Algérie au Préfet de la Vienne, 12 mai 1926.

³⁵ A.D.V., 179Jx, *L'Unité*, 15 janvier 1927.

châtelleraudaise, le Commissaire de Police reconnaît la spécificité locale : « *Châtellerault a été probablement choisi comme siège en raison de la situation particulière du syndicat le plus important de la ville et peut-être de la région, celui de la Manufacture d'Armes de Châtellerault, qui bien que dirigé depuis un certain temps par les communistes est demeuré affilié à la C.G.T., la majorité de ses membres ayant jugé inutile de passer à la C.G.T.U.* ».

Cette unité syndicale est à souligner comme un cas assez isolé, car le Parti communiste condamne officiellement l'attitude de la S.F.I.O. A Châtellerault, au sein de la Manufacture, il semble que la division née au Congrès de Tours n'affecte pas la nécessité pour les deux camps de s'unir dans la défense des ouvriers.

L'unité impossible

L'*Unité* est fière d'annoncer son millième abonné, dix mois après le premier numéro. A cette occasion, le journal cite les départements les plus actifs : la Seine arrive en premier, suivie de la Gironde avec une centaine d'abonnés. Dans l'ordre décroissant, viennent ensuite l'Aube, les villes de Lyon (vingt-cinq abonnés), Tours (dix-sept), Besançon (seize). Nous n'avons malheureusement pas le chiffre pour Châtellerault, mais une estimation réaliste du nombre d'abonnés les situe autour de la dizaine. Pour un journal national, le résultat est faible. Même si les responsables semblent satisfaits de leur millième abonné, ils étaient certainement convaincus, quand l'initiative a été lancée, que davantage de syndicalistes rejoindraient leurs positions.

La C.G.T.U. est incontestablement plus active pour l'unité d'action, mais la C.G.T. repousse ses propositions, sous prétexte que les communistes « noyautent » la C.G.T.U., et donc nuisent à l'indépendance syndicale. Il est vrai que les communistes sont à la tête du syndicat unitaire, mais la C.G.T. redoute certainement d'être dépassée par le militantisme communiste et donc d'être minoritaire au sein d'un syndicat réunifié.

Les « Amis de l'Unité » fustigent alors les dirigeants confédérés, la C.G.T. étant accusée d'être « *contre l'unité et pour le syndicalisme de secte* »³⁶. Les unitaires (adhérents de la C.G.T.U.) avait posé quelques conditions à l'entrée en bloc de leurs militants au sein de

³⁶ A.D.V., 179 Jx, *L'Unité*, 15 mai 1927.

la C.G.T., comme la liberté d'opinion pour tous les syndiqués, ou encore le retrait des « résolutions permettant les exclusions pour délit d'opinion et de tendance ». La réponse des dirigeants de la C.G.T. est nette : « *Le Comité confédéral tient à déclarer que la liberté d'opinion n'a jamais été en question à la C.G.T., mais il ne peut admettre l'ingérence des partis politiques et groupements extérieurs dans la vie du mouvement syndical* »³⁷.

En juillet 1927, se tient le congrès de la C.G.T. Les délégués membres des « Amis de l'Unité » lance le débat sur l'unité. Parmi eux, Grandin, qui lit une motion demandant à placer en tête de l'ordre du jour la question de la réunification. Non seulement le congrès confédéral la repousse, mais il menace d'exclusion tous les militants confédérés qui participeraient aux « Amis de l'Unité ».

A Châtelleraut, les militants veulent éviter les divisions, et annoncent dans l'*Unité* la dissolution de leur groupe, mais le maintien du journal : « *Les camarades de Châtelleraut estiment qu'ils doivent s'incliner sous cette menace de mesures disciplinaires, ne serait-ce que pour donner à leurs adversaires la preuve qu'ils ne cherchent pas à désorganiser la C.G.T., mais seulement à essayer de faire triompher leurs opinions dans son sein. En conséquence, le groupe central de Châtelleraut prononce sa dissolution par discipline, et invite les groupes affiliés dans tout le pays à le suivre dans cette voie* »³⁸.

Giraudeau, après le congrès de la C.G.T.U., dénonce ceux qui parlent de « grignotage » de la C.G.T., par la création de sections unitaires là où seuls les confédérés existent. Le journal perd des abonnements et des lecteurs.

Pour les vœux de bonne année 1928, l'*Unité* reconnaît les difficultés rencontrées à unir les syndiqués unitaires et confédérés : « *L'année 1927 se termine mal. Elle se termine avec l'impression funeste laissée par le congrès confédéral de juillet que la C.G.T. ne consentira jamais à faire l'unité. Elle se termine par des grignottages de syndicats un peu partout au profit de l'une ou l'autre C.G.T., ce qui ne fait que grandir le fossé entre partisans de l'une ou de l'autre* »³⁹.

L'unité se fera, mais il faudra attendre le Front Populaire. La menace fasciste et les événements internationaux rapprocheront les deux

³⁷ A.D.V., 179 Jx, *L'Unité*, 1^{er} mai 1927.

³⁸ A.D.V., 179 Jx, *L'Unité*, 1^{er} octobre 1927.

³⁹ A.D.V., 179 Jx, *L'Unité*, 1^{er} janvier 1928.

syndicats, et les souhaits des militants châtelleraudais, notamment d'Emile Grandin et d'Albert Giraudeau, seront réalisés.

Conclusion

Châtelleraut a été le lieu le plus actif du militantisme communiste dans la Vienne, et cela se vérifiera plus tard dans l'histoire du P.C.F.. Certes, il faut nuancer l'importance de l'influence communiste, surtout dans la période ci-dessus étudiée. Le Parti communiste, comme dans beaucoup d'endroits en France, ne se développera qu'à partir du Front Populaire et surtout à la Libération. Pour Jean-Jacques Becker, « à court terme, la première implantation d'un mouvement communiste était assez largement un échec en France. A plus long terme, le mouvement communiste devait connaître le succès »⁴⁰.

Mais il nous paraît intéressant de revenir à la « création » en tant que tel de ce parti révolutionnaire. Etudier l'origine du communisme dans la Vienne mériterait des recherches antérieures à 1920. Nous nous sommes limités à montrer certains aspects de ce nouveau parti, et notamment les discussions internes et l'activité militante. Nous avons pu voir, notamment sur la stratégie, le rôle de l'Internationale Communiste, qui, au fil des années, conduit la S.F.I.C. à une bolchevisation et impose une discipline qui écarte les avis divergents. Après avoir, avec les « vingt-et-une conditions », exigé la rupture totale avec la social-démocratie, elle demande la mise en application de tactiques qui déroutent parfois certains militants.

La majorité du Congrès de Tours devient vite une minorité et la S.F.I.C. perd des adhérents, dès les premières années. La « révolution imminente » s'éloigne, et le Parti communiste est minoritaire dans ses combats, notamment antimilitariste et anticolonial. Une grande majorité des Français ne se retrouve pas dans ce parti révolutionnaire qui veut rompre avec le parlementarisme et le patriotisme. De plus, les exclusions, nommées « épurations périodiques » dans la 13^{ème}

⁴⁰ Jean-Jacques BECKER, *La France en Guerre, 1914-1918, la grande mutation*, Editions Complexe, 1988, p.190.

condition, contribuent à marginaliser et uniformiser les communistes français.

L'expérience des militants châtelleraudais dans l'union syndicale n'a pas été suivie par de nombreux militants, mais il nous semblait qu'elle était intéressante, de part sa spécificité, bien qu'apparemment décidée également par le « sommet ».

A la fin des années vingt, la tactique « classe contre classe » affaiblira encore davantage le Parti communiste, et il faudra attendre la menace fasciste et le Front Populaire pour qu'il devienne un parti de masse, capable alors de rassembler la classe ouvrière.

Loïc RONDEAU

*Diplômé d'études approfondies
Doctorant en Histoire contemporaine à l'Université de Poitiers*